

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Cône Sud

Argentine, Chili, Paraguay, Uruguay

Une publication du Service Économique Régional de Buenos Aires
En collaboration avec le Service économique de Santiago
Du 20 septembre au 3 octobre 2024

Argentine – Entre restructuration et démantèlement, où en est le plan de privatisations du président Javier Milei ?

Le gouvernement argentin a rappelé cette semaine sa détermination à réduire la place de l'Etat, à travers les premières fermetures d'entreprise et agence publiques, et l'accélération de la privatisation de la compagnie aérienne **Aerolíneas Argentinas**. Ces mesures s'inscrivent dans la lignée de la réforme de l'Etat engagée au travers de la *Ley de Bases* du 8 juillet qui autorise la suppression d'agences de l'Etat et la privatisation d'entreprises publiques, dans l'objectif de « déficit zéro » du gouvernement. Le président J. Milei dénonce en effet une administration surdimensionnée et des déficits chroniques des entreprises publiques. Selon les données officielles, le déficit opérationnel des entreprises publiques a été multiplié par 6 en termes réels entre 2008 et 2022, que l'Etat essaie de contenir en consacrant une part importante de ces ressources (cf. graphique *infra*). Avec 100 263 employés, elles représentent un tiers des emplois de l'administration nationale.

LE CHIFFRE A RETENIR

+11,2 %

Part de la population argentine
qui a basculé dans la pauvreté
au S1 2024

Le gouvernement a ainsi créé le 18 juillet une agence *ad hoc*, l'Agence de Transformation des Entreprises Publiques, chargée d'accompagner et de superviser l'avancée des privatisations des huit entreprises visées dans la *Ley de Bases*, dont Aysa (service public d'eau) et Nucleoeléctrica (service public de l'électricité). Ces dernières travaillent à la réduction de leur déficit, notamment par une réduction massive de leurs effectifs. Si aucun calendrier n'a été annoncé, le gouvernement espère que la privatisation d'Aysa aboutisse d'ici mars 2025, après une réorganisation des comptes et une réduction de 30% des effectifs.

Le gouvernement argentin envisage aussi de privatiser d'autres entreprises publiques, sorties *in extremis* par le Congrès de la *Ley de Bases*, qui constituent de potentielles sources d'économie pour l'Etat, en particulier **Correo Argentino** (12 738 emplois, avec un déficit opérationnel de 39 900 M \$ARS en 2022) et **Aerolíneas Argentinas** (11 386 emplois, avec un déficit opérationnel de 45 Mds \$ ARS en 2022). Par un décret du 1^{er} octobre 2024, Aerolíneas Argentinas a ainsi été déclarée "sujette à privatisation", marquant un tournant important pour la compagnie nationale. Les opposants pointent le risque de pertes d'emplois massives dans un pays où 52,9 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, avec en filigrane la crainte qu'un certain nombre de lignes aériennes, jugées non rentables, ne soient fermées. Le gouvernement justifie cette mesure par les déficits chroniques de la compagnie et les perturbations provoquées par les grèves des syndicats. Toutefois, la privatisation est encore conditionnée à une approbation du décret au Congrès et l'appétence d'éventuels repreneurs étrangers reste à démontrer. Quant à Correo Argentino, un décret simple devrait suffire pour privatiser l'entreprise.

En parallèle, le gouvernement poursuit son objectif de rationalisation de l'Etat et de réduction des effectifs : le 1^{er} octobre ont été annoncées la fermeture de l'entreprise ferroviaire DECAHF, qui sera absorbée par Ferrocarriles Argentinos SE, avec la suppression de 1 400 emplois, et la dissolution de l'Institut Argentin du Transport (IAT), dont les fonctions étaient jugées redondantes avec celles du ministère des Transports. Le gouvernement prépare également un décret visant la fermeture de la Casa de Moneda, chargée de l'impression de billets ou de documents officiels. Près de 1000 emplois seraient impactés. Cette approche vise à rationaliser la gestion des ressources et à alléger la pression budgétaire sur l'Etat, mais alimente des tensions sociales croissantes. En effet, selon le syndicat des travailleurs de l'Etat (ATE), 28 000 personnes ont déjà été mises à pied depuis le début du mandat de Milei, tandis que ce dernier a annoncé un objectif de 70 000 suppressions d'emplois publics d'ici fin 2024.

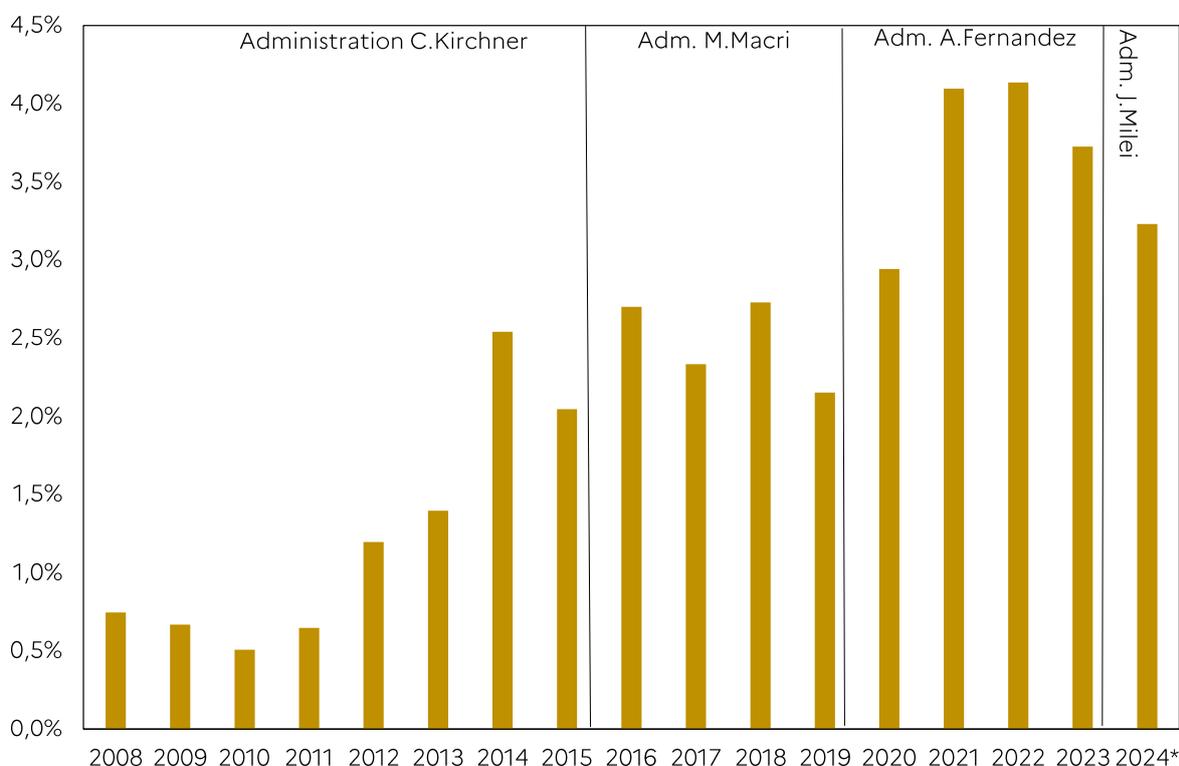
Principaux indicateurs macroéconomiques

		Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
Derniers chiffres annuels					
Croissance du PIB réel	2023	-1,6%	0,2%	4,7%	0,4%
Inflation (fin de période)	2023	211,4%	3,9%	3,7%	5,1%
Solde budgétaire (% du PIB)	2023	-4,3%	-2,5%	-4,5%	-3,1%
Dettes publiques (% du PIB)	2023	154,4%	39,4%	40,3%	60,3%
Solde courant (% du PIB)	2023	-3,5%	-3,6%	0,2%	-3,9%
Dettes extérieures (% du PIB)	2023	113,7%	73,1%	32,6%	67,2%
Prévisions et anticipations					
Inflation (fin de période) - Agents économiques	2024	124,7%	4,5%	4,2%	5,3%
Croissance du PIB réel - FMI	2024	-3,5%	2,6%	3,8%	3,4%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2024	-3,8%	2,4%	4,0%	3,3%
Croissance du PIB réel - FMI	2025	5,0%	2,4%	3,8%	3,0%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2025	3,5%	2,2%	4,0%	2,5%
Pour mémoire					
PIB nominal (Mds USD)	2023	655	335	43,8	77,2
Population (millions)	2023	46,7	19,9	7,5	3,6

Sources : FMI, Instituts statistiques nationaux, Banques centrales nationales, Our World in Data, SER Buenos Aires

Graphique de la semaine

Argentine – Part du déficit opérationnel des entreprises publiques dans les revenus de l'Etat.



*Données du premier semestre 2024

Sources : Ministère de l'économie, SER de Buenos Aires

ARGENTINE

Un redressement des comptes extérieurs encore fragile

Pour le deuxième trimestre consécutif, le compte courant affiche un excédent au T2 2024 de 3,5 Mds USD (0,6 % du PIB), après 205 MUSD au T1, soit la meilleure performance trimestrielle depuis le deuxième trimestre de 2009. Cet excédent résulte du dynamisme des échanges commerciaux, portant le solde commercial à son plus haut niveau historique (premières données de l'INDEC en 2006), soit +7,1 Mds USD. Le compte courant s'est ainsi amélioré de 10,1 Mds USD par rapport au T2 2023 lorsqu'il était déficitaire de 6,6 Mds USD, un trimestre impacté par la sécheresse qui avait handicapé les exportations agricoles. En effet, le deuxième trimestre est historiquement une période charnière pour le commerce extérieur argentin, car il correspond à la saison des récoltes céréalières et de soja, principaux produits d'exportations du pays.

Ainsi, la balance commerciale a bénéficié de la hausse des exportations (+18 % en valeur), notamment grâce aux produits agricoles, ainsi que d'un taux de change préférentiel, le *dollar blend* (80 % des revenus d'exportations à liquider sur le marché de change officiel et 20 % sur le marché financier, plus avantageux), afin d'inciter les exportateurs agricoles à liquider leurs stocks. Parallèlement, le fort repli des importations (-30 % en valeur) a été une conséquence de la baisse de la demande intérieure, du renchérissement des importations suite à la dévaluation de 54 % du Peso en décembre 2023 et de la hausse de la taxe PAIS sur les transactions en devises (à 17,5 % pour les biens).

En parallèle, le compte financier (hors réserves) enregistre des sorties nettes de capitaux de 1,1 Md USD. Ce solde reflète une hausse des actifs financiers extérieurs détenus par les résidents (2,2 Mds USD). La hausse des actifs de réserves de la Banque centrale argentine explique en grande partie cette évolution, passant de -10,1 Mds USD au T2 2023 à +1,7 Md USD au T2 2024, grâce aux opérations d'achats de devises sur le marché des changes.

Alors que l'Argentine est fortement endettée envers l'extérieur, sa position extérieure nette est créditrice depuis 2004. Malgré un contrôle des capitaux, les résidents argentins accumulent des actifs à l'étranger. La position extérieure nette a toutefois baissé par rapport au T1 (-10,7 Mds USD) en raison d'une hausse des engagements (+13,5 Mds USD d'IDE entrants). Et, bien que l'encours de la dette extérieure soit relativement stable depuis plusieurs années, le ratio dette/exportations reste très élevé, soit 325 % au T2.

Si les bonnes récoltes et la baisse des importations permettent de dégager des excédents commerciaux, importantes sources d'entrées de devises, les difficultés de la Banque centrale à accumuler des réserves de change (négatives en termes nettes à 3,3 Mds USD) impliquent une grande dépendance du pays aux financements des bailleurs multilatéraux/bilatéraux, alors que l'accès au marché international de la dette en devises lui est, pour l'instant, impossible compte tenu de taux d'intérêt trop élevés. Toutefois, en septembre, l'abaissement de la taxe PAIS à 7,5 % ainsi que la baisse des droits douaniers sur de nombreux produits pourraient obérer la trajectoire positive de la balance commerciale par le biais d'une hausse des importations, exacerbant ainsi la pénurie de devises.

Plus d'un Argentin sur deux est pauvre : explosion de la pauvreté au S1 2024

L'institut national des statistiques argentin (INDEC) a publié son rapport sur la pauvreté au premier semestre 2024, pointant sa très forte hausse. Selon les standards argentins, le taux de pauvreté est passé de 41,7 % au S2 2023 à 52,9 % (soit 25 M de personnes) : 5,3 M d'Argentins ont ainsi basculé dans la pauvreté en seulement 6 mois. L'INDEC calcule le taux de pauvreté à partir de la capacité d'une personne à acquérir un panier de biens de base. Si la méthodologie du taux de pauvreté diffère fortement d'institutions internationales comme la Banque Mondiale (nombre d'USD par jour par personne), rendant difficile les comparaisons internationales, la dynamique demeure particulièrement préoccupante. Surtout, le taux d'indigence, basé

sur la capacité d'une personne à acquérir un panier de biens alimentaire de base, est passé de 11,9 % à 18,1 % sur le S1 2024, faisant craindre un risque d'insécurité alimentaire exacerbé pour les plus vulnérables.

Cette explosion de la pauvreté s'explique en partie par l'envolée des prix sur les six premiers mois de l'année (+80 % entre décembre 2023 et juin 2024), conséquence de la dévaluation de 54 % de décembre 2023 et la dérégulation des prix, qui n'a pas été compensée par une hausse des salaires, contraignant largement le pouvoir d'achat des ménages. Le salaire réel moyen du S1 2024 était inférieur de 16 % à celui du S2 2023. Surtout, pour les travailleurs du secteur informel, parmi les plus vulnérables (27 % de la population active occupée), cette baisse a atteint 27 %. En parallèle, la forte récession (-3,4 % g.a sur le S1 2024), conséquence notamment de la politique de rééquilibrage des comptes publics et externes du gouvernement de J.Milei, a fait bondir le taux de chômage de 5,7 % au T4 2023, à 7,6 % au T2 2024 (niveau qui ne rend qu'imparfaitement compte de la situation sociale dans un pays où une moitié de la population active vit du travail informel). Cependant, la hausse des aides sociales, ciblant les plus vulnérables, a permis de restreindre la forte hausse du taux d'indigence, notamment le réajustement de la « *Tarjeta Alimentar* » (aide pour les ménages pauvres avec enfants), principale subvention pour l'alimentation de 4 M de personnes.

Si cette envolée de l'inflation est extrêmement préoccupante, tant la situation sociale s'est détériorée rapidement, les premiers indicateurs de juillet pointent une amélioration de la situation macroéconomique, qui devrait faire pression à la baisse sur la pauvreté. En effet, en juillet, les salaires réels ont en moyenne augmenté de 2 % par rapport à juin, portés par ceux du secteur informel (+6 %). De même, le risque sur l'emploi s'est légèrement réduit, en ligne avec le léger regain d'activité sur le mois de +1,7 % v.m.

CHILI

À un an de l'élection présidentielle, un projet de budget 2025 centré sur la sécurité et le soutien à la croissance.

Pour rappel, 1000 CLP = environ 1 EUR. Toutes les sommes en CLP sont donc à diviser par 1000 environ.

Lors d'une allocution télévisée le 29 septembre 2024, le Président chilien Gabriel Boric a présenté les grands axes de son projet de loi de budget pour 2025, son troisième exercice budgétaire à bientôt un an des élections présidentielles de novembre 2025. L'examen du texte a débuté dès le lendemain au Parlement pour une première lecture par la Commission spéciale mixte pour le budget, composée de 13 députés et 13 sénateurs.

Avec une croissance des dépenses publiques de 2,7% par rapport au projet présenté pour 2024¹, le budget de l'État s'élèverait à 82 532 Mds CLP en 2025, soit 25,3% du PIB. Cette croissance des dépenses de l'État est plus faible que celle attendue pour le budget 2024 (+3,5%) et surtout en-deçà des prévisions de certains analystes qui estimaient que la hausse des cours du cuivre allait nourrir un budget plus ambitieux. Le Président Boric a cependant confirmé les prévisions de croissance de l'exécutif pour 2025, à 2,6%. Dans son rapport de finances publiques pour le troisième trimestre 2024, le ministère des Finances rappelle l'objectif du gouvernement d'atteindre un déficit public structurel de 1,9% du PIB en 2024, et qui se réduirait à 1,1 % en 2025.

Dans son allocution, le Président Boric a mis en avant le thème de la sécurité répondant ainsi directement aux préoccupations exprimées dans les enquêtes d'opinion et aux oppositions qui réclament plus de fermeté face à l'augmentation de la délinquance dans le pays. Le projet de loi comprend notamment une augmentation de 28 Mds CLP pour « combattre le crime organisé au sein des prisons », le déploiement de 1 300 *carabineros* supplémentaires dans les rues ou encore un renforcement de 243 nouveaux agents pour la PDI,

¹ Prenant en compte le projet initial, les lois rectificatives et les lois spéciales pour le budget 2024.

le service d'enquêtes de la police chilienne. Cela se traduirait, selon le rapport de finances publiques du ministère des Finances, par une augmentation du budget du ministère de la Justice et des Droits de l'Homme de 3,8%, à 1 491 Mds CLP, et de 2,4% de celui de l'Intérieur et de la Sécurité publique, à 3 142 Mds CLP, tandis que celui du ministère de la Défense nationale augmenterait de 0,8%, à 2 247 Mds CLP.

Le Président a également insisté sur la croissance et les investissements, rappelant un bilan économique qu'il estime positif, face aux doutes exprimés par son opposition libérale. Il a promis des avancées sur les projets d'usines de dessalement public dans la région de Coquimbo et de rénovations routières, ainsi que la digitalisation de 240 permis sectoriels (sur le sujet des permis cf. brève *infra*). Pour autant, le budget du ministère des Travaux publics stagne à 5 096 Mds CLP, tout comme celui du ministère de l'Économie, du Développement et du Tourisme qui subit la plus lourde perte (-19,0%, à 669 Mds CLP).

Dans ce contexte, les hausses dédiées aux sujets annoncés comme prioritaires en termes de sécurité et de croissance économique ne sont pas entièrement concrétisées dans le budget global des ministères concernés, l'exécutif continuant à privilégier les thèmes sociaux comme la santé, le logement, la justice sociale, l'environnement ou encore la culture. Ainsi, le budget du ministère du Logement et de l'Urbanisme augmenterait de 7,2%, à 3 980 Mds CLP avec l'objectif affiché de construire 260 000 nouveaux logements. Celui de la Santé pourrait croître de 4,2%, à 15 841 Mds CLP, afin notamment de déployer un programme de vaccination national. Le budget du ministère des Cultures, des Arts et du Patrimoine augmenterait également fortement, de 45,8%, à 481 Mds CLP avec la création d'un passe culture pour les jeunes et les seniors. Enfin, le budget du ministère de l'Environnement serait augmenté de 12,7%, à 95 Mds CLP.

En termes de ressources, le Président chilien a annoncé une augmentation de près de 1,2 Mds USD des rentrées fiscales grâce au vote de la « loi de respect des obligations fiscales »². Cette loi, portée par le ministre Marcel depuis janvier 2024, a

été finalement approuvée par le Parlement à la fin du mois de septembre et vise à rendre plus juste l'imposition tout en combattant plus fermement l'évasion fiscale. Elle devrait permettre de financer le renforcement de la sécurité publique et le projet de dispositif de retraite garantie universelle (PGU) porté par l'exécutif.

L'économie chilienne confirme son rebond, soutenu par son secteur minier et par la dynamique de créations d'emplois.

L'économie chilienne se redresse, après une croissance atone en 2023 (0,2 %), en ligne avec les prévisions. Sur les huit premiers mois de l'année, l'économie a crû de 2,3 % en g.a, d'après l'indicateur mensuel d'activité économique de la Banque centrale. Ce rebond est porté par les bonnes performances des secteurs miniers, d'électricité, eau et gaz, du commerce et des transports. Le PIB hors secteur des mines enregistre une croissance de 1,8 % en g.a. Du côté de la demande, ce sont surtout les exportations de biens et services (notamment de cuivre, lithium, cellulose) qui ont tiré le PIB à la hausse. Le ralentissement de l'inflation, qui atteint 4,6 % en g.a conjugué à l'assouplissement monétaire de la BCch (taux d'intérêt passé de 11,25 % à 5,5 %) soutiennent la demande intérieure, en revanche, les investissements se sont contractés.

En parallèle, le marché de l'emploi affiche une légère amélioration. Selon les données de l'Institut national de statistiques du Chili, le taux de chômage sur la période juin-août a diminué de 0,1 point par rapport à la même période de 2023, pour s'établir à 8,9 % (mais en augmentation de 0,2% par rapport à mai-juillet 2024). Cela s'explique principalement par une augmentation de la population active occupée de 2,5 % sur un an là où la force de travail a augmenté un peu moins vite, 2,4 % sur la même période. Les secteurs du commerce (+4,1 %), de l'enseignement (+3,8 %) et de l'administration publique (+3,6 %) ont été les plus dynamiques. Globalement, la création d'emplois sous l'administration Boric a connu un fort rebond depuis 2022, la population active

² Ley de Cumplimiento de las Obligaciones Tributarias

occupée ayant augmenté de 380 000 personnes. À noter cependant que le taux de chômage des femmes reste plus élevé, à 9,4 %, contre 8,5 % chez les hommes. La reprise de l'activité économique cette année, attendue entre 2,25 % et 2,75 % par le gouvernement, devrait soutenir le marché du travail. Le chômage qui atteignait 8,7 % en 2023, devrait ainsi baisser à 8,3 % selon les projections du FMI, et passer en dessous des 8,0 % dès 2025.

PARAGUAY

Le Paraguay, après un an de mandat de Santiago Peña

Elu en avril 2023 avec 43 % des voix et investi Président en août 2023, Santiago Peña, du parti conservateur Colorado, a pris les rênes du pays avec comme promesse la conduite d'une politique économique prudente, l'amélioration des conditions sociales et la lutte contre l'insécurité, entre autres. Quel serait son bilan après un an de mandat ?

Sur le plan économique, le président pourrait se féliciter des bons résultats qu'affiche l'économie paraguayenne jusqu'à présent. L'économie est la plus performante de la région d'Amérique du Sud en 2024 (après le Guyana), affichant au premier semestre une croissance de 4,6 % en g.a, largement au-dessus des 3,8 % prévus par le FMI pour cette année. Ce dynamisme est imputable aux bonnes performances des secteurs clés de l'économie : les services, l'industrie manufacturière, la construction et l'élevage. Hors agriculture, le PIB a augmenté de 6,2 %. Malgré le regain d'activité, les tensions inflationnistes se sont relativement apaisées grâce au resserrement monétaire jusqu'en septembre 2022 (taux à 8,5 %) et à la normalisation des prix des matières premières. La trajectoire descendante des prix a alors conduit la Banque centrale (BCP) à abaisser son taux d'intérêt directeur, le portant à 6,0 %. L'inflation atteint 4,1 % en g.a en septembre et demeure autour de la cible de 4 % de la BCP. Le ralentissement de l'inflation et la baisse des taux ont contribué à relancer la demande intérieure. La consommation totale a crû de 5,4 % et l'investissement de 4,4 %.

Dans ce contexte, le Paraguay a bénéficié d'une hausse de sa note de crédit par l'agence de notation Moody's, de Ba1 à Baa3, et est pour la première fois dans la catégorie « investment grade ». Une amélioration qui reflète la stabilité macroéconomique du pays tant en termes d'équilibre intérieur avec une politique budgétaire prudente qu'extérieur avec une balance courante de nouveau excédentaire. Cette notation profiterait au Paraguay en termes de coûts de financement et d'attraction d'investissements locaux et étrangers, le reconnaissant comme l'un des pays les moins à risque de la région.

Le gouvernement Peña a également fait de la lutte contre la criminalité une priorité majeure. S.Peña a annoncé en mai dernier un plan d'investissement ambitieux de plus de 300 MUSD dans les années à venir destiné à la lutte contre la criminalité et le renforcement de la sécurité nationale. En effet, d'après l'indice du crime organisé de l'organisation mondiale *The Global Initiative Against Transnational Organized Crime*, le Paraguay se classe 4^{ème} en termes de criminalité sur les 193 pays reconnus par les Nations Unis, derrière le Myanmar, la Colombie et le Mexique. Mais déjà, dès sa prise de fonction, l'Exécutif a rapidement réagi, en lançant des opérations policières, notamment conjointement avec le Brésil, contre des réseaux de stupéfiants.

En revanche, les questions sociales continuent d'être une préoccupation. Le taux d'informalité est le troisième plus élevé de la région. Ainsi, 62,1 % de la population active occupée était dans l'informalité en 2023, sans protection sociale. Le taux de pauvreté était de 24,7 % en 2022 selon la Banque mondiale (BM). De même, les systèmes de santé et d'éducation restent défaillants. Les institutions de santé sont peu modernes et manquent d'équipement, et la mauvaise qualité du système éducatif pousse à l'abandon scolaire. D'après l'UNICEF, 6 enfants sur 10 sont contraints d'abandonner l'école, et la moyenne des années de scolarité chez les adultes est de 8,9 années selon la BM. Alors que ces questions sont prioritaires pour les Paraguayens, certains reprochent au gouvernement de ne pas disposer de stratégie définie pour lutter contre la précarité du filet sociale.

URUGUAY

L'Union européenne reste un partenaire commercial et financier stratégique de l'Uruguay

Partenaire de longue date, premier client de l'Uruguay entre 2002 et 2008, l'Union européenne reste parmi les trois premiers partenaires commerciaux du pays, mais a progressivement cédé sa première place au Brésil puis à la Chine. En 2023, l'UE était la troisième destination des exportations uruguayennes (17 % du total), majoritairement constituées de cellulose, et ce depuis 2013. En 2023, la cellulose représentait 48 % des exportations totales à destination de l'UE, suivie de la viande bovine (17 %). L'Italie concentre 31 % de ces exportations, devant les Pays-Bas (28 %), l'Espagne (19 %) et l'Allemagne (13 %). La France ne représente que 0,8 % des exportations totales de l'Uruguay. En septembre, l'Union européenne sécurise une position de second client, avec une part de 16 % dans les exportations totales, en hausse de 51 % par rapport à septembre 2023. Cette évolution est liée à l'essor des exportations de cellulose qui totalisent 260 MUSD, soit +36 % en g.a, dont 71 % destinés à l'UE.

L'Union européenne est également le principal investisseur en Uruguay. Elle représente 42 % du stock d'IDE, soit 18 Mds USD. Ce sont désormais les entreprises espagnoles qui se positionnent en tête, avec 18 % du stock. Celles-ci sont principalement présentes dans les secteurs de l'industrie et des services, notamment dans l'énergie éolienne, les services financiers et la fintech. La Finlande, se place en seconde position avec 13 % des IDE, avec ses investissements dans les usines de cellulose. Deux des trois usines de cellulose en Uruguay appartiennent à l'entreprise finlandaise UPM. Les Pays-Bas représentent 8 % des IDE, devant la Suisse (4 %) et l'Allemagne (2 %). En outre, 30 % des entreprises étrangères présentes en Uruguay sont de pays membres de l'UE, ce qui représente environ 416 entreprises. D'après une enquête réalisée par Uruguay XXI auprès des entreprises étrangères installées dans le pays, 80 % des entreprises européennes soulignent la stabilité économique, politique et sociale du pays comme principale élément d'attractivité.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Ayathassen Bensaid
Service Economique Régional de Buenos Aires

Rédaction : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Abonnez-vous : ayathassen.bensaid@dgtresor.gouv.fr